



HAL
open science

La mémoire de l'exil et de la résistance antifasciste comme ciment d'une identité supranationale

Mathias Delori

► **To cite this version:**

Mathias Delori. La mémoire de l'exil et de la résistance antifasciste comme ciment d'une identité supranationale. 2007. halshs-00169440

HAL Id: halshs-00169440

<https://shs.hal.science/halshs-00169440v1>

Preprint submitted on 3 Sep 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mémoire de l'exil et de la résistance antifasciste comme ciment d'une identité supranationale

Mathias DELORI

ATER en science politique à IEP de Grenoble
et doctorant à l'UMR PACTE

Prenant acte du caractère convenu et institutionnalisé de la symbolique franco-allemande, l'article s'interroge sur ce que pourrait être une représentation narrative moderne de cette relation. Afin de ne pas donner un caractère trop abstrait à l'argumentation, il part d'un exemple existant de contre-récit dont quelques institutions se sont faites les vecteurs. Cette autre histoire du rapprochement franco-allemand voit dans la participation d'Allemands à la Résistance en France le symbole possible d'une identité commune. L'article s'interroge sur le caractère éthique de cette mémoire et avance quelques arguments socio-historiques en faveur de sa reconnaissance.

« Je reste troublé par l'inquiétant spectacle que donnent le trop de mémoire ici, le trop d'oubli ailleurs, pour ne rien dire de l'influence des commémorations et des abus de mémoire - et d'oubli. L'idée d'une politique de la juste mémoire est à cet égard un de mes thèmes civiques avoués »¹.

Ce dossier d'articles a permis d'avancer quelques arguments en faveur d'un dépassement² du récit officiel de la réconciliation franco-allemande. Il est temps, au terme de ce tour d'horizon, de proposer une alternative ou plus modestement une piste pour un changement de cap. Plutôt que de réfléchir de manière abstraite - et nécessairement très subjective - à ce que pourrait être une représentation narrative moderne des relations entre les deux pays, nous partirons d'un exemple existant de « contre-récit »³, le seul, à notre connaissance, qui se présente explicitement comme une alternative au récit officiel de la réconciliation. Cette autre histoire du rapprochement franco-allemand s'appuie sur un événement historique singulier présenté comme fondateur de la coopération entre les deux pays : la participation d'Allemands à la Résistance en France. Elle fut portée dans un premier temps par des universitaires progressistes puis relayée par quelques institutions publiques et privées franco-allemandes.

Divers travaux historiographiques ont permis de mesurer l'importance historique de cet épisode (voir la contribution de Ghilhem Zumbaum-Tomasi dans ce volume). Dans cet article, nous quittons le terrain de l'historiographie pour celui des politiques de la mémoire et nous avançons quelques arguments inspirés de l'histoire et de la sociologie critique en faveur de sa reconnaissance officielle. L'argumentation se déroule en trois temps. La première partie présente l'entreprise mémorielle⁴ en question : comment les événements historiques sont-ils mis en intrigue ? Quels acteurs politiques sont à l'origine de la promotion de cette mémoire ? La deuxième partie considère les objections éthiques qu'on pourrait opposer à cette entreprise mémorielle. Ce détour par la philosophie politique est indispensable car celle-ci nous met en garde contre les instrumentalisation du passé et les « abus de la mémoire »⁵. Nous tenterons alors de montrer qu'il existe un espace éthique pour les politiques de la mémoire⁶, un espace dans lequel ce récit, comme d'autres, peut prétendre se nicher. Cette objection normative levée, nous avançons dans la troisième section un argument plus « positif » en faveur de cette autre histoire du rapprochement franco-allemand. Un retour critique sur la genèse de la symbolique officielle révèle que le récit de l'exemplarité des Allemands dans la

Résistance française constitue ce qu'on appelle un « possible non institutionnalisé »⁷ : il existait en tant qu'hypothèse et fut écarté pour des raisons politiques et historiques.

Plaidoyers pour la reconnaissance officielle de la mémoire de l'exil et de la Résistance en France

Comme toute politique publique, la symbolique franco-allemande est l'objet de contestation ou de propositions de redéfinition par divers acteurs ou entreprises politiques. Les discours scientifiques et sociaux sur le sens ou le non-sens du grand récit de la réconciliation se sont multipliés ces dernières années. Dans une intervention récente, le politiste Alfred Grosser formulait par exemple la critique sémantique suivante de l'idée de « réconciliation » :

« Le mot réconciliation ne devrait être utilisé qu'avec prudence et parcimonie. La réconciliation individuelle fait sens, qu'il s'agisse de la fin des querelles entre deux personnes ou, pour le catholique, de la réconciliation de l'homme pécheur avec Dieu. En revanche, qu'eut signifié la réconciliation entre deux communautés humaines? (...) Je suis choqué par la notion de réconciliation judéo-chrétienne, car quels seraient les crimes des Juifs qui pèseraient aussi lourd que les crimes commis au nom du christianisme pendant des siècles? La réconciliation franco-allemande fait sens pour la Première guerre mondiale. Beaucoup moins pour la Seconde »⁸.

Parmi toutes les voix qui s'élèvent pour une autre construction du sens dans les relations franco-allemandes, un récit alternatif émerge centré sur l'idée d'exemplarité de la Résistance allemande en France. L'universitaire Michel Cullin, un des principaux promoteurs de cette autre représentation narrative des relations franco-allemandes, le résumait en ces termes à l'occasion du soixantième anniversaire du massacre d'Oradour sur Glane :

« Quel travail de mémoire ? Celui de la réconciliation basée sur l'oubli et le refoulement ou celui qui permet aux Français et aux Allemands de se retrouver sur des valeurs communes ? Soixante ans après l'un des massacres les plus effroyables de la Seconde Guerre mondiale, quel sens donner au travail de mémoire, particulièrement dans sa dimension franco-allemande, si ce n'est celui de la mémoire partagée des résistances au IIIe Reich ? Plus que la réconciliation ou la fraternisation des anciens soldats, impensable voire obscène en ce lieu, c'est la mémoire de l'exil et de la résistance allemande qui doit être célébrée. Celle qui s'appuie sur l'expérience de ces hommes et de ces femmes, doublement victimes parce qu'Allemands. Ceux et celles qui réussirent à échapper aux honteux internements de Vichy rejoignirent les maquis ou les réseaux français, partout en France où c'était possible, entre autres dans le Vercors, en Auvergne, dans les Cévennes et notamment en Limousin »⁹.

Comme tout récit historique, cette mémoire est le produit d'une tension entre histoire (réelle)¹⁰ et fiction. Elle s'appuie d'abord, comme l'a montré la contribution de Guilhem Zumbaum-Tomasi, sur les travaux des historiens sur l'exil et la Résistance en France¹¹. Ce point est important pour notre propos car il signifie que cette mémoire ne relève pas du simple témoignage et surtout qu'elle n'est pas, pour reprendre une expression de Paul Ricoeur, mémoire simplement « artificielle »¹². Ce récit historique n'en est pas moins aussi, et peut-être surtout, un discours politique. Il comprend donc une part essentielle de composition narrative, de travail sur le sens de ces événements. Il est « littérature » si l'on admet que celle-ci peut-être pour « l'histoire une réserve de refigurations possibles du temps »¹³. Tout en étant ancrée sur des événements passés, l'intrigue se projette dans le présent et l'avenir des relations franco-allemandes et affirme un objectif politique sur lequel nous reviendrons plus loin : la construction d'une identité commune.

L'intrigue principale du récit sur les émigrés dans la Résistance française n'est donc pas la réconciliation – puisque les Français et Allemands qui luttèrent ensemble contre l'occupant et Vichy n'avaient pas besoin de se réconcilier – mais le mythe fondateur¹⁴ d'une identité commune. Ce mythe fondateur est celui de la lutte solidaire, à une époque de négation généralisée des valeurs démocratiques et républicaines, contre les fascismes : « Quel autre sens donner, en effet, à [ce rapprochement] sinon le fait de s'appuyer sur l'expérience de valeurs démocratiques défendues ensemble dans la Résistance par des Français, mais aussi par des Allemands doublement victimes du 'Temps du Mépris'? »¹⁵. Ce mythe des origines fait référence à une violence fondatrice, celle exercée par la France de Vichy et l'Allemagne nazie. Il s'inscrit sur ce point dans une tradition largement éprouvée : « c'est un fait qu'il n'existe pas de communauté historique qui ne soit née d'un rapport qu'on peut dire originel à la guerre (...) Les mêmes événements se trouvent ainsi signifier pour les uns gloire, pour les autres, humiliation »¹⁶. Mais contrairement aux mythes classiques, les frontières de ce récit ne sont pas nationales puisqu'il évoque un espace à la fois franco-allemand et européen¹⁷.

Les initiatives issues de la société civile en faveur de la reconnaissance officielle de cette histoire se sont multipliées ces dernières années. A côté des innombrables actions citoyennes isolées¹⁸, il importe de mentionner le travail de sensibilisation mené par les témoins fédérés dans quelques institutions privées européennes ou internationales¹⁹. En France, l'« association des résistants allemands dans la Résistance française » de Gerhard Léo²⁰ s'efforce aujourd'hui d'entretenir le souvenir de ces émigrés. Côté allemand, un travail analogue est effectué par la DRAFD²¹, l'association des « Allemands dans la 'Résistance', dans les forces de la coalition anti-hitlérienne et dans le mouvement 'Allemagne libre' ». Des maisons d'édition relaient ces témoignages dans les deux pays. On peut citer à cet égard l'initiative qui a conduit à la traduction en allemand par Gerhard Leo du journal de Denise Bardet, la jeune institutrice d'Oradour assassinée avec ses élèves le 10 juin 1944. Ce témoignage résonne fortement avec le contre-récit comme en témoigne la construction sémantique d'une ligne de front qui traverse les communautés nationales : « Avant que la colère française n'ait ses égarements et que la haine juste des hommes d'Hitler n'ait levé dans tous les coeurs français la folie qui accompagne les batailles et qui entraîne de véritables méprises qui ne se peuvent éviter, je veux dire ma reconnaissance à la vraie Allemagne... Je veux affirmer que cette véritable Allemagne, c'est pour elle que nous nous battons. »²². Le discours des intéressés ou de leurs porte-paroles ne constitue cependant pas le cœur du faisceau de prises de position en faveur d'une ouverture de la symbolique franco-allemande vers cette histoire.

Depuis la fin des années 1990, ces vecteurs de mémoire traditionnels ont reçu le soutien volontaire d'une institution publique franco-allemande, de telle sorte qu'il est permis de parler, depuis cette époque, de véritable entreprise politique de promotion de cette mémoire. L'institution dont il est question est l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ)²³. Après avoir été pendant des décennies l'instrument essentiel de reproduction du récit officiel de la réconciliation²⁴, l'OFAJ est en effet devenu le principal vecteur de ce récit de politique publique (mémorielle). De 1999 à 2004, l'OFAJ a subventionné une multitude de manifestations de promotion du souvenir des Allemands dans la Résistance en France : rencontres d'étudiants et d'universitaires sur ce thème²⁵, expositions²⁶, colloques²⁷, publications²⁸... De manière plus symbolique encore, l'Office franco-allemand pour la jeunesse a apporté une note dissonante au concert de célébrations instituées et convenues du quarantième anniversaire du traité de l'Elysée ; il a en effet organisé une manifestation à Sanary-Sur-Mer, cette petite ville près de Toulon qui fut, pour reprendre l'expression de Ludwig Marcuse, la « capitale » des intellectuels allemands en exil. Ces quelques initiatives ont connu un certain écho dans la presse nationale, grâce notamment aux articles signés par le Secrétaire général adjoint de l'époque dans les quotidiens l'Humanité et Libération²⁹.

Quel bilan tirer de cette entreprise mémorielle ? L'histoire des Allemands, et plus généralement des étrangers dans la Résistance en France n'a encore guère reçu de reconnaissance officielle. Quelques fronts semblent toutefois avoir été percés. Lors de la célébration du soixantième anniversaire de la libération de Paris, Bertrand Delanoë rendait par exemple cet hommage à ces combattants antifascistes : « Combien étaient nés loin de la terre de France ? (...) Nos amis américains, bien sûr, (...) sans lesquels rien n'eût été possible. Les républicains espagnols de la division Leclerc (...) mais aussi Arméniens, Polonais des légendaires FTP-MOI, Allemands antinazis ou Italiens antifascistes, tous se sont retrouvés dans ce mouvement en marche »³⁰. Si ces références restent des initiatives isolées, cette autre mémoire du rapprochement franco-allemand est aujourd'hui suffisamment vive pour que les choix des responsables officiels ne passent plus inaperçus. Lors des célébrations du quarantième anniversaire du traité de l'Élysée, Alfred Bauer regrettait par exemple publiquement que l'Association des résistants allemands dans la Résistance française de Gerhard Léo n'ait pas été invitée³¹.

A la recherche d'une « politique de la juste mémoire »³² des relations franco-allemandes

Un halo de suspicion entoure toutes les entreprises de représentation finalisée de l'histoire. Cette méfiance est légitime : on ne saurait trop souligner, avec Olivier Abel, qu'il existe toujours un « danger » à vouloir « mettre en oeuvre une politique de la mémoire (au sens où certains régimes ont tenté des politiques de la langue) qui l'inscrive en termes d'obligations, de droits et d'interdits »³³. La question des rapports entre mémoire et éthique a fait l'objet de nombreuses réflexions de la part d'historiens, de philosophes et de théoriciens politiques³⁴. Ces travaux convergent vers une idée simple : ce n'est pas la fidélité de la mémoire à l'égard du passé qui fonde son caractère éthique mais les perspectives politiques qu'elle ouvre ; il importe dès lors d'explicitier l'horizon politique et normatif de l'entreprise de promotion mémorielle évoquée plus haut.

« La juste mémoire comme juste avenir de l'histoire »³⁵

L'idée selon laquelle nous serions liés aux générations précédentes par un devoir de fidélité à leur souvenir est un élément décisif de la pensée sociale contemporaine. N'est-il pas évident que la connaissance de son propre passé permet de ne pas répéter les mêmes erreurs ? Ne perçoit-on pas immédiatement qu'oublier les morts signifierait les enterrer une seconde fois ? Les hommes politiques ont bien perçu le crédit qu'ils peuvent tirer de cette inclination généralisée au souvenir : l'actualité politique ne compte plus les actes de repentances, les commémorations et tous les rappels du passé³⁶. On a pourtant de bonnes raisons de se méfier de ces appels irréfléchis au « devoir de mémoire ».

Le bon sens suffit pour pointer une aporie de cet impératif du devoir de mémoire : il est impossible de tout se remémorer. Le caractère sélectif de la mémoire est une de ses qualités constitutives majeures, et non pas une de ses limites. On cite souvent à ce propos le *Funes* de Jorge Luis Borges³⁷ : capable d'associer des milliers de références aux vers récités en sa présence, il ne parvient pas à comprendre la poésie. La psychanalyse confirme aujourd'hui les intuitions de la littérature : il est à proprement parler impossible de se souvenir de tout. Ces « trop de mémoire »³⁸ sont enfin tout aussi paralysants du point de vue sociologique : la présence obsédante du passé est (fut ?) un des symptômes les plus aigus, dans la France contemporaine, du syndrome de Vichy³⁹.

L'histoire nous prouve ensuite que l'injonction à se souvenir est dangereuse. On ne compte pas les épisodes historiques où la convocation des morts a nourri le désir de vengeance et la loi du Talion. C'est en référence au souvenir des guerres napoléoniennes que la Prusse s'est appliquée à légitimer celle de 1870 ; c'est au nom de cette dernière que le gouvernement français a activé le thème de l'Union sacrée en 1914... Aujourd'hui, la transformation des commémorations du génocide des Juifs en religion civile ouvre la porte à toutes sortes d'instrumentalisations politiques contestables. On comprend aisément les impasses éthiques auxquelles mènent ces usages du passé.

Paul Ricoeur propose donc de substituer au devoir de mémoire le « travail » du même nom. Valérie Rosoux interprète cette notion de la manière suivante : « Pour Paul Ricoeur, le travail de mémoire apparaît comme le seul moyen de rouvrir la mémoire sans pour autant susciter le ressentiment et le désir de vengeance. Plutôt que de nourrir une cicatrice incicatrisable, il rompt avec la logique de revanche, comme il rompt avec celle de l'oubli. Loin d'oublier le passé, il intervient dans celui-ci. Il tente de le modifier en lui donnant une autre signification. Non pas en faisant, comme par magie, que ce qui est arrivé ne se soit pas produit. Mais en révélant d'autres avenir possibles du passé. Il permet de vivre avec le souvenir, plutôt que de vivre sans lui, ou contre lui »⁴⁰. Au-delà des interprétations divergentes de cette notion, le travail de mémoire se conçoit comme un effort au travers duquel le sujet intervient sur ses souvenirs afin que « la souffrance crie moins vengeance que récit »⁴¹. Contre les forces qui tendent à enfermer la mémoire dans le champ du sacré ou du religieux, le travail de mémoire la propulse vers l'univers de la cognition et de la critique.

Cette pause réflexive est essentielle si l'on admet, de manière pragmatique mais contre intuitive, que ce n'est pas le rapport au passé qui détermine le caractère éthique d'une mémoire (la fidélité de l'image à son référent) mais les perspectives politiques qu'elle ouvre. La juste mémoire n'est rien d'autre chose qu'un « juste avenir de l'histoire »⁴². Il importe donc de clarifier l'horizon téléologique et le substrat normatif de l'entreprise de promotion de la mémoire des Allemands dans la Résistance en France.

Construire une identité commune transnationale sur la mémoire d'un « antifascisme véritable »

On constate aisément que les avocats de cette autre représentation des relations franco-allemandes ne s'inscrivent pas dans le registre de la mémoire pour soi (ou contre l'Autre) chère à ceux qui invoquent un impératif du souvenir. Le travail de « reconnaissance »⁴³ du passé qu'ils proposent n'est cependant pas tout à fait le même que celui mis en scène depuis 40 ans par les responsables officiels.

Le récit de la réconciliation s'appuie analytiquement sur une théorie du travail de mémoire entendu comme un effort de reconnaissance mutuelle du point de vue de l'autre partie (voir la contribution de Valérie Rosoux dans ce volume). Cette perspective dialogique est absente du récit sur le rôle des émigrés dans la Résistance en France. L'effort de réflexion sur l'histoire est plutôt un retour personnel critique sur son propre passé. Il renvoie essentiellement au champ notionnel allemand de la « Vergangenheitsbewältigung » et à la tradition intellectuelle qui lui est attachée. Ce travail de mémoire est une entreprise plus identitaire où chaque partie cherche dans son passé des enseignements⁴⁴ pour le présent. Il n'est pas « dialogique » - à moins de considérer que le Moi se dédouble - mais introspection. Sa finalité politique n'est pas le rapprochement entre les peuples mais la construction d'une communauté politique centrée sur des valeurs communes. Les militants de la mémoire des émigrés allemands en France expriment cette finalité en ces termes :

« Pourquoi travailler à la transmission de cette mémoire ? Tout simplement parce que les acteurs et les actrices de ces événements ont été des citoyens européens avant la lettre. Allemands d'origine, Français de vouloir, restés en France ou retournés en Allemagne après

1945, ils ont incarné et incarnent, pour certains encore aujourd'hui, un idéal de transculturalité assez unique en son genre. (...) A travers la mémoire des résistants allemands en France on peut mieux comprendre pourquoi les débats mais aussi les engagements politiques dans l'Europe d'aujourd'hui sont transnationaux »⁴⁵.

La définition de ce travail de mémoire doit beaucoup à l'ouvrage fondateur de Karl Jasper intitulé *Die Schuldfrage*⁴⁶. Bien que le livre fût édité en français sous le titre « La culpabilité allemande », *Die Schuldfrage*, littéralement « la question de la culpabilité », dépasse largement les circonstances géographiques et historiques de sa composition. On doit à cet ouvrage la pulvérisation de la notion absurde de « culpabilité collective » et la définition des fondements d'une responsabilité citoyenne nourrie par l'expérience historique : « citoyen d'un Etat, je dois assumer les conséquences des actes accomplis par cet Etat, à la puissance duquel je suis subordonné et dont l'ordre me permet de vivre »⁴⁷. On pourrait débattre longtemps de la réception des thèses de Jasper par la société ouest-allemande. L'incomplète dénazification, l'élection aux plus hautes fonctions dirigeantes de personnalités au passé très contestable et tous les mythes mémoriels construits après la guerre⁴⁸ ne plaident pas pour une représentation enchantée du rapport de cette société avec le passé nazi. L'idée de responsabilité politique héritée du passé n'en a pas moins constitué une part essentielle de l'identité politique ouest-allemande de l'après guerre⁴⁹. Elle a aussi alimenté une riche tradition intellectuelle dont le principal porte drapeau est aujourd'hui Jürgen Habermas, un auteur régulièrement cité par les promoteurs de la mémoire des Allemands dans la Résistance française.

Les prises de positions de Habermas sur le rapport au passé vont dans le sens d'une réappropriation critique de toutes les pages de l'histoire allemande, y compris les plus sombres : il avoue ainsi sa sympathie pour celles et ceux qui « placent avant tout leur confiance dans une conscience nationale qui ne puise ses forces que dans une appropriation critique - instruite par Auschwitz - de nos traditions qui, par bonheur, ne manquent pas de modèles sans équivoque »⁵⁰. Habermas prolongera cette idée de l'appropriation critique des ambivalences de chaque histoire nationale dans sa théorie du patriotisme constitutionnel : il propose de dépasser les constructions identitaires de type « roman national »⁵¹ en concluant un pacte constitutionnel orienté vers des valeurs communes. On ne cherchera pas bien loin la mémoire qui anime cette conscience historique et ces valeurs. Dans *Après l'Etat Nation*, Habermas parcourt le XX^e siècle et le ramène à un seul et unique événement « la défaite du fascisme » car alors « toutes les légitimations contraires à l'esprit universaliste des Lumières ont été discréditées »⁵².

Les entrepreneurs de la mémoire des Allemands dans la Résistance en France préfèrent parler « d'antifascisme véritable » afin de marquer leurs distances avec les investissements nationalistes de la notion d'antifascisme⁵³. Le « patriotisme constitutionnel » devient alors un « patriotisme de la mémoire » et nos lieux de mémoire déménagent des lignes de Front vers les camps de concentration vichystes ou hitlériens. L'ancien ministre des affaires étrangères allemand Joschka Fischer exprimait cette idée en ces termes : si la mémoire des crimes commis par l'Allemagne « n'est pas le fond, la racine, le radical, de la Constitution, il n'y a plus de Constitution du tout et plus de patriotisme constitutionnel. On ne peut être patriote de la Constitution allemande que si ce patriotisme est aussi, indissolublement, un patriotisme du souvenir d'Auschwitz »⁵⁴. De cette citation de Fischer, on ne retirera que l'adjectif « allemand » car, comme le signalait (déjà), Karl Jasper, cette réflexion sur les rapports entre mémoire et citoyenneté ne devrait pas être liée à jamais à la seule Allemagne :

« Le destin de l'Allemagne pourrait servir d'exemple à tous. Puisse cette expérience être comprise! Nous ne sommes pas une race pire que les autres. Partout les hommes ont des qualités semblables. Partout il y a eu des minorités d'hommes violents, criminels, vitalement

actifs, qui lorsque l'occasion s'en présente s'emparent du pouvoir et donnent libre cours à leur brutalité »⁵⁵.

L'entreprise de promotion de la mémoire des Allemands dans la Résistance en France est donc aussi une prise de position contre les voix qui plaident, dans les deux pays, pour une réappropriation des pages glorieuses de nos histoires. Le débat public allemand possède sur ce point une longueur d'avance depuis les « Historikerstreite » des années 1980⁵⁶. En France, cette discussion a trouvé une acuité particulière depuis la montée en puissance des mémoires coloniales et les prises de position de certains historiens contre les demandes sociales de repentance⁵⁷. Les promoteurs de la mémoire sur les Allemands dans la Résistance en France plaisent de leur côté pour un examen critique de l'histoire comme en témoigne leur référence récurrente au triste sort offert par la France aux émigrés antifascistes :

« A l'heure des manifestations du souvenir voire de la commémoration des événements de juin et de juillet 1940, a-t-on oublié ce qu'a représenté, il y a soixante ans, l'une des plus grandes hontes de notre histoire : la livraison à Hitler aux termes de l'article 19 de la sinistre convention d'armistice du 22 juin 1940 des réfugiés allemands internés dans les camps français de l'époque? Celles et ceux qui avaient alors cru à la France furent les victimes d'autorités françaises acceptant l'ignominie »⁵⁸. Tout en soulignant l'exemplarité positive de l'antifascisme véritable, ils cherchent à dessiner les contours d'une identité et d'une « culpabilité partagée »⁵⁹ et assument qu'idéalement, « le besoin de mémoire ne naît pas de l'orgueil, mais de la honte »⁶⁰.

Cette entreprise mémorielle résiste-t-elle alors à l'examen de la juste mémoire ? Si l'on admet l'idée qu'une mémoire n'est juste qu'à l'aune des perspectives politiques qu'elle ouvre, la réponse à cette question dépend de l'évaluation par chacun des valeurs de cet antifascisme dénationalisé. Car c'est cet « l'avenir de l'histoire » que leur action entend dessiner.

Un « possible non institutionnalisé » de la symbolique franco-allemande

Ayant présenté la trame et le soubassement normatif de ce contre-récit, nous sommes à présent en mesure de présenter un argument « socio-historique »⁶¹ en faveur de sa reconnaissance. Un retour critique sur la genèse de la symbolique franco-allemande révèle en effet que le grand récit de la réconciliation n'est pas seulement le produit d'une logique de rapprochement. Si sa structure relève incontestablement d'une telle logique⁶², ce récit porte également la marque du contexte géopolitique de son élaboration. Le récit alternatif sur les solidarités transnationales dans la Résistance aurait en effet pu nourrir la symbolique officielle, comme d'autres discours sociaux, s'il n'avait pas été écarté aux premières heures du rapprochement franco-allemand et de la construction européenne. Il constitue un « possible non institutionnalisé »⁶³ de la symbolique franco-allemande.

La rhétorique de la réconciliation sur fond de rivalité Est-ouest

Bien que le rapprochement politique franco-allemand fut véritablement initié au travers de la construction européenne au début des années 1950 (déclaration Schuman du 9 mai 1950), les premières représentations de la symbolique de la réconciliation entre les deux pays remontent au début des années 1960. C'est en effet à cette époque que de Gaulle et Adenauer posent le principe d'un « partenariat privilégié »⁶⁴ et décident de le donner à voir.

Deux mises en scènes apparaissent a posteriori comme fondatrices : la messe commune dans la cathédrale de Reims en juillet 1962 et l'accolade entre les deux hommes suite à la signature du traité de l'Elysée en janvier 1963. Les grand-messes franco-allemandes qui suivirent n'ont en effet jamais véritablement rompu avec cette logique de mise en représentation, sur des lieux de mémoire de la Première guerre mondiale, d'une amitié entre responsables officiels signifiant une rupture avec l'idée d'ennemis héréditaires. On sait que la structure de ce grand récit est largement le miroir de sa finalité politique officielle ; il est bien un « travail de mémoire » au service du rapprochement franco-allemand⁶⁵. Mais une politique publique n'est jamais le produit d'un seul intérêt. Dans les pages qui suivent, nous explorons l'hypothèse d'après laquelle l'intrigue porterait également la marque du contexte géopolitique de son élaboration : l'exacerbation de la rivalité Est-ouest. Le spectaculaire rapprochement franco-allemand du début des années 1960 voit en effet le jour à une époque où la tension provoquée par la crise de Berlin (1958-1961) et celle des missiles de Cuba (octobre 1962) n'est pas tout à fait retombée.

La contemporanéité entre le rapprochement franco-allemand et l'exacerbation des tensions Est-Ouest n'est pas entièrement accidentelle. Si les motivations du gouvernement français apparaissent a posteriori largement déconnectées par rapport à ce contexte⁶⁶, on ne saurait en dire autant en ce qui concerne la République fédérale. La rivalité Est-Ouest posait directement la question de la sécurité de la RFA. La diplomatie Ouest-allemande hésitait à l'époque entre un renforcement de son alliance avec les Etats-Unis et l'affirmation d'un partenariat privilégié avec la France. La tournure prise par le réchauffement de la Guerre froide a joué un rôle déterminant dans la maturation de la position francophile du Chancelier. Deux éléments ont semble-t-il pesé : le soutien répété du général de Gaulle dans la crise de Berlin (énoncé pour la première fois le 4 mars 1959) et les hésitations de l'administration américaine dans le domaine de la stratégie militaire. Sur ce dernier point, la crise de Cuba avait tout d'abord fait craindre à Adenauer que Berlin ne puisse servir de monnaie d'échange au retrait des fusées soviétiques. S'il n'en a rien été, la mise en place d'une ligne de communication directe entre Washington et Moscou au lendemain de la crise n'a pas rassuré Adenauer. Enfin, l'annonce de l'adoption de la doctrine nucléaire de la riposte graduée et l'inclination de Washington pour un armement conventionnel de la RFA laissaient craindre que les Etats-Unis pourraient se résoudre à sacrifier le territoire allemand en cas de conflit avec l'Union soviétique. Le rapprochement avec Paris devait en d'autres termes permettre de maintenir la pression sur Washington dans un contexte de turbulences et d'incertitudes. On peut donc s'attendre, dans ce contexte, à ce que la symbolique de la réconciliation porte la marque du conflit Est-ouest.

L'hypocrisie de l'idéologie de la réconciliation fut dénoncée à l'époque par l'URSS et les démocraties populaires. Au lendemain de la signature du traité de l'Elysée, l'URSS réagit en effet avec une étonnante violence à ce qu'elle considère être une alliance militaire dirigée contre l'Union soviétique : dans un mémorandum signé par le secrétaire d'Etat Vinogradov, le traité d'amitié franco-allemand est interprété comme un leurre destiné à masquer une alliance militaire contre l'Union soviétique : « si les choses continuent d'évoluer dans la direction où les pousse le traité, il ne restera plus qu'à supposer que, dans quelques années, la France a l'intention de faire la guerre à l'Union soviétique »⁶⁷. Les débats suscités, en interne, par ce traité, suggèrent que celui-ci a effectivement inquiété les autorités de l'URSS. Le maigre bilan des volets stratégiques et militaires de cette convention a prouvé, depuis, que cette inquiétude était largement infondée. La perception communiste de la rhétorique de la réconciliation n'en est pas moins intéressante pour notre propos : « la démagogie de la réconciliation »⁶⁸ fut perçue comme un leurre visant à camoufler les ambitions revanchardes de la RFA. La réponse du gouvernement de Bonn au mémorandum soviétique donne d'ailleurs du crédit à l'interprétation d'après laquelle la mise en scène de la réconciliation a pu servir de

paravent diplomatique : « Ce traité n'est dirigé contre aucun peuple ni contre aucun Etat. Il affirme au contraire la volonté du peuple allemand et du peuple français d'éliminer définitivement les antagonismes nationaux qui ont existé entre eux ». Et le gouvernement fédéral d'insister : « Durant des siècles, Allemands et Français se sont fait face avec méfiance et hostilité. Dans les guerres qui ont eu lieu entre les deux peuples, des millions d'êtres humains ont péri et des valeurs économiques et culturelles inestimables ont été anéanties. Les Allemands comme les Français ont compris que cette querelle était funeste -funeste pour eux même, pour l'Europe, pour le monde »⁶⁹.

Cette grille de lecture, qui insiste sur la dimension stratégique du discours politique, ne contredit pas celle affirmant qu'il existe un substrat plus moral (la réconciliation) dans la symbolique franco-allemande officielle : la morale ne se matérialise jamais en dehors des rapports de force et la politique ne se résume pas aux enjeux de puissance et de sécurité. Seule la prise en compte de ces deux dimensions permet une compréhension historique véritable. En l'occurrence, la lutte d'influence entre les deux Blocs était médiatisée par deux usages (ou instrumentalisation) du passé : la rhétorique de la réconciliation à l'Ouest, le récit mythifié sur l'internationale antifasciste à l'Est. Si le contre-récit sur les solidarités transnationales dans la Résistance a aujourd'hui perdu ses connotations idéologiques et politiques, il ne faut pas oublier qu'il fut pendant longtemps monopolisé par les vecteurs de mémoire communistes. Ce discours social était inacceptable car il entrait en résonance avec les grandes fresques historiques dessinées de l'autre côté du rideau de fer. L'hypothèse de sa reconnaissance fut pourtant posée.

Exil, Résistance et rapprochement franco-allemand

On associe souvent la genèse de la coopération franco-allemande aux figures de Adenauer et de Gaulle. Ce faisant, on oublie que les initiatives spectaculaires du début des années 1960 furent précédées d'un travail plus discret réalisé au niveau des sociétés civiles : dès 1945, des militants de la cause franco-allemande fédérés dans quelques associations privées s'appliquèrent à encourager les échanges culturels entre les deux pays. Cette idée est particulièrement évidente en ce qui concerne les relations entre la France et la République Démocratique Allemande : en l'absence de relations officielles, seuls des acteurs privés pouvaient entretenir des relations culturelles⁷⁰. Mais elle vaut également pour la coopération entre la France et la République fédérale. Le regain de l'histoire « socio-culturelle »⁷¹ a permis de mettre en évidence le rôle des initiatives privées dans le rapprochement entre les deux sociétés. Plusieurs organismes d'échanges tels que le BILD (Bureau International de Liaison et de Documentation), la GUZ (Gesellschaft für Übernationale Zusammenarbeit) ou le CFEAN (Comité Français d'Echanges avec l'Allemagne Nouvelle) ont en effet participé au changement de climat entre les deux sociétés. Or l'analyse révèle que le parcours personnel de nombre des animateurs de ces structures se confond avec le récit qui voit dans l'engagement d'Allemands dans la Résistance en France le premier acte de rapprochement.

L'affirmation que les initiatives constructives de ces hommes et de ces femmes s'inscrivaient dans la continuité des idéaux de la Résistance française est devenue un lieu commun. On doit - à vrai dire - aux acteurs eux-mêmes cette mise en équation entre Résistance et Réconciliation. Pour Jean Moreau, un fonctionnaire français en poste en Allemagne de 1945 à 1955 qui travailla à la diffusion d'un esprit coopératif dans les deux pays, les partisans du rapprochement franco-allemand avaient en commun « une participation aux actions et aux mouvements d'idées qu'avaient engendrés la Résistance »⁷². Cette thèse est aujourd'hui reprise par quelques historiens : Hans-Manfred Bock, de l'université de Kassel, écrivait par exemple à propos d'une de ces associations privées que « l'engagement de ses

membres pour les relations franco-allemandes résultait essentiellement de leur engagement dans la Résistance »⁷³. Cette affirmation mériterait probablement une évaluation plus critique⁷⁴.

Ce qui est certain, c'est qu'un nombre significatif de personnes engagées dans cette histoire parallèle du rapprochement franco-allemand auraient pu être, du fait de leur « parcours de vie »⁷⁵, des personnages du contre-récit sur la continuité entre les épisodes de l'exil, de la Résistance et du rapprochement. On citera, à titre d'exemple, les cas de trois personnalités reconnues du rapprochement entre les sociétés civiles : Alfred Grosser, Joseph Rován, et Stéphane Hessel.

Né juif allemand en 1925, Alfred Grosser fut contraint de s'exiler en France en 1933. Il n'a jamais prétendu avoir été un véritable résistant, au sens de « Widerstandskämpfer » ; son témoignage n'en est que plus convaincant quant il affirme avoir fait œuvre de « Resistenz »⁷⁶ et s'être inspiré de l'esprit de la lutte antifasciste dans son engagement franco-allemand de l'après guerre. La mort de ses oncles et tantes à Auschwitz lui aurait inspiré la conviction suivante : « j'étais sûr que la haine pour une collectivité n'était pas la bonne réponse à une haine collective. Et qu'il ne devrait jamais y avoir de condamnation globale d'un groupe humain, en l'occurrence les Allemands, quelle que fut la monstruosité des crimes et quel qu'ait été le nombre de criminels »⁷⁷. Alfred Grosser fut le principal animateur, après la guerre, du Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle fondé par Emmanuel Mounier. Au début des années 1960, sa renommée dans les cercles de pouvoir de Bonn et de Paris lui permit d'inviter le Président Heinrich Lübke pour une conférence à la Sorbonne.

Joseph Rován (1918-2004) est arrivé en France en 1934. Comme nombre de collaborateurs de la revue *Esprit*, il passa dans la clandestinité en 1941, ce qui lui valut d'être arrêté et déporté à Dachau en 1944. Dirigeant de l'association d'Education populaire *Peuple et Culture*, il travailla également au lendemain de la guerre dans une petite structure d'échanges culturels du gouvernement militaire français d'occupation puis au Bureau International de Liaison et de Documentation. Il s'engagea ensuite aux côtés du ministre gaulliste Edmond Michelet et participa à la préparation du traité de l'Elysée. Il fut aussi conseiller personnel de Helmut Kohl et de Jacques Chirac.

Stéphane Hessel a pour sa part fui l'Allemagne nazie avec sa famille en 1933. Résistant de la première heure, il fut arrêté et survécut aux camps de Dora et de Buchenwald. Dans un premier temps plus engagé à l'ONU et dans les cercles européenistes, Stéphane Hessel ne s'est jamais présenté comme un véritable pionnier de la cause franco-allemande. On trouve cependant sa trace dans les archives de la préparation du traité de l'Elysée. Haut fonctionnaire au ministère de l'Education nationale, il a participé aux négociations qui ont abouti à la rédaction des chapitres culturels de cette convention.

Ces trois parcours parallèles illustrent bien l'idée selon laquelle le récit sur l'exemplarité des solidarités transnationales pendant la guerre aurait pu constituer un pilier de l'identité franco-allemande construite après la guerre. Il connut même une forme de reconnaissance implicite à travers la notoriété de ces personnages. C'est vrai en particulier de J. Rován et d'A. Grosser⁷⁸, qui devinrent rapidement des vitrines quasi-officielles du rapprochement entre les sociétés civiles. Cette forme de reconnaissance du contre-récit a parfois fait pencher la symbolique franco-allemande de son côté. A l'initiative d'Alfred Grosser, l'Office franco-allemand pour la jeunesse a par exemple fêté son cinquième anniversaire en 1968 à l'hôtel Lutetia, dont le bâtiment servit pendant la guerre de Kommandantur puis de lieu d'accueil des anciens déportés⁷⁹. On n'est toutefois jamais allé plus loin que ces clins d'oeils semi-officiels et finalement assez marginaux.

L'histoire des Résistants allemands en France constitue donc bien, pour la symbolique officielle, une « réserve de refiguration possible du temps »⁸⁰. On pourrait d'ailleurs élargir

l'argumentation au-delà du strict contexte franco-allemand. A travers ce schéma narratif qui fait de l'exil et de la résistance antifasciste la préhistoire du rapprochement entre les peuples après 1945, c'est toute une page des origines de la construction européenne que les responsables du protocole des sommets européens pourraient explorer. Les résistants allemands en France sont aujourd'hui encore d'illustres anonymes. Mais on ne manque pas, au niveau de la grande politique, de figures de l'exil et de la résistance qui contribuèrent au rapprochement entre les peuples d'Europe. Certains, comme le général de Gaulle ou Robert Schuman, appartiennent déjà au panthéon officieux de la construction européenne. Mais a-t-on reconnu à sa juste valeur l'engagement européen du chancelier Willy Brandt qui, après avoir fui puis combattu l'Allemagne nazie, s'agenouillait en Pologne devant le mémorial du ghetto de Varsovie ? De même peut-on s'étonner de l'oubli international dans lequel est tombé un autre grand exilé et adversaire du nazisme qui prépara l'adhésion de son pays aux communautés européennes : l'ancien chancelier autrichien Bruno Kreisky. L'Europe est aujourd'hui en quête d'identité. Un travail sur le sens de ces engagements antifascistes transnationaux apporterait peut-être un certain nombre de réponses à ses questions.

¹ Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Seuil, 2000, 676 p.

² « Dépassement » et non pas « critique » ou « procès ». Du point de vue de la problématique de la résolution des conflits, le travail de mémoire franco-allemand médiatisé par ce récit apparaît en effet exemplaire. Voir la contribution de Valérie-Barbara Rosoux dans ce dossier.

³ Sur la notion de « contre-récit » ou d'histoire alternative en science politique, voir l'excellent ouvrage de Emery Roe. Roe Emery, *Narrative Policy Analysis*. Durham, Duke University Press, 1994, 200 p.. Ce livre essentiel de l'analyse des politiques publiques américaine est inconnu en France. C'est un paradoxe quand on sait que l'auteur a pour références premières Roland Barthes, Jacques Derrida, Claude Brémont et d'autres structuralistes français.

⁴ Pollak, M., « Mémoire, oubli, silence », in *Une identité blessée. Etudes de sociologie et d'histoire*, Ed. Métaillé, 1993, p.22. Noiriel Gerard, "Histoire, mémoire, engagement civique." *Hommes et Migrations*. 1247, 2004, pp 17-26.

⁵ Todorov Tzvetan, *Les abus de la mémoire*. Paris, Arlea, 1998, 61 p.

⁶ Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Paris, Seuil, 2000, 676 p.

⁷ Payre Renaud. "Un possible non institutionnalisé. Socio-histoire de la "science communale" (1900-1950)", *Faire de la science politique : pour une analyse socio-historique du politique*. Déloye Yves and Voutat Bernard. Paris, Belin. 2002.

⁸ Grosser Alfred, *La dimension politique de la réconciliation: retour sur le 6 juin 2004*, Conférence à IFRI, juin 2004, Conference proceedings.

⁹ Cullin Michel, "Le devoir de mémoire et de réconciliation." *Libération*. 7178, 2004, pp 41.

¹⁰ Ou construite scientifiquement. Sur les dimensions narratives de toutes les constructions historiographiques, voir : Ricoeur Paul, *Temps et récit. 1/ L'intrigue et le récit historique*. Paris, Gallimard, 1983.

¹¹ Outre les ouvrages cités par Guilhem Zumbaum-Tomasi dans son article, il conviendrait de mentionner tous les travaux sur les camps français. Contentons nous de rappeler les travaux précurseurs de Gilbert Badia en la matière : Badia Gilbert, *Les barbelés de l'exil : études sur l'émigration allemande et autrichienne*. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1979, 443 p..

¹² On doit à Paul Ricoeur cette critique de la mémoire artificielle : « Pour la mémoire artificielle, tout est action, rien n'est passion. Les places sont souverainement choisies, leur ordre cache l'arbitraire de leur choix; et les images ne sont pas moins manipulées que les places auxquelles elles sont assignées » Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Op cit.

¹³ Olivier Abel et Sabina Loriga, In: Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, et al., Eds. *La juste mémoire. Lectures autour de Paul Ricoeur*. Genève, Labor et Fides.2006, 214 p.

¹⁴ Veyne Paul, *Les Grecs ont-ils cru à leurs mythes? Essai sur l'imagination constituante*. Paris, Seuil, 1992, 168 p.

¹⁵ Cullin Michel, "Résistance: la double mémoire." *Libération*. 2000, pp 6.

¹⁶ Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Op cit.

¹⁷ Une ambiguïté est ainsi savamment entretenue par le récit entre les échelles binationale et européenne. Outre les Allemands, des Autrichiens, des Espagnols et de nombreuses autres nationalités ont

participé à la Résistance en France. En fonction de ses objectifs politiques, le narrateur insiste alternativement sur la dimension binationale ou européenne de cette histoire.

¹⁸ Comme par exemple l'exposition itinérante de 1983 sur les camps du sud de la France soutenue par les Instituts Goethe et le ministère français des affaires étrangères ou encore, en Allemagne, l'exposition « Vis-à-vis. Deutschland-Frankreich » de la Haus der Geschichte de Bonn (1987). Citons aussi les prises de positions citoyennes dont on trouve la trace dans les archives des grands quotidiens. Ainsi ce courrier des lecteurs du Monde à propos des célébrations du cinquantième anniversaire de la Libération : « Puisque commémoration il y a, ne pourrait-on pas plutôt rassembler en 1995 à Berlin des jeunes Français et Allemands qui réfléchiraient ensemble à la force de caractère, au sens des valeurs, au courage de la petite minorité de résistants allemands, connus ou inconnus, qui dans un environnement hostile et fanatisé ont sauvé l'honneur du peuple allemand et dont ces jeunes doivent être fiers ». Merlet Claude, « Au courrier du monde. Débarquement. Une leçon pour la jeunesse. » *Le Monde*. 1994, pp..

¹⁹ Voir Zumbaum-Tomasi, *L'histoire et la mémoire des allemands communistes dans la résistance française*, dans ce volume.

²⁰ Sur l'histoire personnelle de Gerhard Léo, voir: Leo Gehrard, *Un Allemand dans la Résistance. Le train pour Toulouse*. Tirésias, 1997.

²¹ En allemand: Verband Deutscher in der Résistance, in den Streitkräften der Antihitlerkoalition und der Bewegung "Freies Deutschland".

²² Cullin Michel, "Le devoir de mémoire et de réconciliation." *Op cit.*

²³ L'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) organise et subventionne depuis quarante ans des échanges de jeunes entre la France et la République fédérale d'Allemagne. L'OFAJ est un des principaux symboles du rapprochement franco-allemand car il fut créé en 1963 en application du traité de l'Elysée. C'est même la seule institution directement issue de ce traité.

²⁴ La jeunesse joue un rôle essentiel dans l'intrigue du récit de la réconciliation comme en témoigne la Déclaration commune paraphée au traité de l'Elysée : « [Le général de Gaulle et le chancelier Adenauer déclarent] que la réconciliation du peuple allemand et du peuple français, mettant fin à une rivalité séculaire, constitue un événement historique qui transforme profondément les relations entre les deux peuples [et constatent] que la jeunesse se trouve appelée à jouer un rôle déterminant dans la consolidation de l'amitié franco-allemande ». L'OFAJ a entretenu cette symbolique pendant des décennies en apportant ses contingents de jeunes lors de chaque grand-messe franco-allemande.

²⁵ Parmi les nombreuses rencontres d'étudiants organisées sur ce thème, on peut citer celles de Ravensbrück des 27-29.4.2000, le séminaire « Résistance et citoyenneté - Des jeunes en résistance » des 10-13.11.2000 à Montreuil, la rencontre « Mémoire et résistance » du 6.4.2001 à La Bégude-de-Mazenc...

²⁶ Comme par exemple l'exposition patronnée par Stéphane Hessel lors du Forum organisé par l'université germano-polonaise de Frankfurt/Oder et Poznan / Slubice (27 - 30.6.2002).

²⁷ On mentionnera par exemple le colloque « Les Allemands dans l'exil et leur rôle dans la Résistance », 30.10.2001 (Sanary, 4.4.2000) ou encore la conférence « Le rôle des résistants allemands en France dans la réconciliation franco-allemande », manifestation organisée par l'Institut Goethe de Paris, l'Observatoire des Relations franco-allemandes pour la Construction européenne et l'OFAJ.

²⁸ Holz Keith and Schopf Wolfgang, *Allemands en exil - Paris 1933-1941*. Paris, Autrement, 2003, 254 p.

²⁹ Cullin Michel, "Résistance: la double mémoire." *Op cit.* ; Cullin Michel, "Vivre une république européenne et sociale." *Libération*. 2001, pp 6; Cullin Michel, "Echanges entre jeunes et citoyenneté européenne." *Libération*. 2003, pp 6; Cullin Michel, " Nous avons d'énormes besoins nouveaux." *L'Humanité*. 2003. ; Cullin Michel, "Le devoir de mémoire et de réconciliation." *Op cit.*

³⁰ Garin Christine, "A Paris, M. Chirac salue une « France enfin rassemblée »." *Le Monde*. 2004.

³¹ Bauer Alfred, "Europe. Les résistants allemands en France ne seront pas de la fête." *L'Humanité*. 2003.

³² Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. *Op cit.*

³³ Olivier Abel, In : Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, et al., Eds. *La juste mémoire. Lectures autour de Paul Ricoeur*. *Op cit.*

³⁴ Todorov Tzvetan, *Les abus de la mémoire*. *Op cit.* ; Moreau-Defarges, *Repentance et réconciliation*. Paris, Presses de Sciences Po, 1999, 131 p; Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. *Op cit.* ; Rosoux Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales : le recours au passé dans la politique étrangère de la France à l'égard de l'Allemagne et de l'Algérie de 1962 à nos jours*. Bruxelles, Edition Bruylant, 2002, 403 p ; Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, et al., Eds. *La juste mémoire. Lectures autour de Paul Ricoeur*. *Op cit.*

³⁵ Isabelle Ullern-Weit , In: Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, et al., Eds. *La juste mémoire. Lectures autour de Paul Ricoeur*. *Op cit.*

- ³⁶ Moreau-Defarges, *Repentance et réconciliation*. Op cit.
- ³⁷ Cité par exemple par Valérie Barbara Rosoux in : Rosoux Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales...*, Op cit. ; Borges Jorge Luis. "Funes ou la mémoire", *Fictions*. Borges Jorge Luis. Paris, Gallimard. 1957.
- ³⁸ Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Op cit.
- ³⁹ Rousso Henry, *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*. Paris, Seuil, 1990, 414 p.
- ⁴⁰ Rosoux Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales...* Op cit.
- ⁴¹ Olivier Abel, In: Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, et al., Eds. *La juste mémoire. Lectures autour de Paul Ricoeur*. Genève, Labor et Fides. 2006, 214 p.
- ⁴² Isabelle Ullern-Weit , In: op cit.
- ⁴³ Isabelle Ullern-Weit , In: op cit.
- ⁴⁴ Todorov Tzvetan, *Les abus de la mémoire*. Op cit.
- ⁴⁵ Cullin Michel, "Le devoir de mémoire et de réconciliation". Op cit.
- ⁴⁶ Jaspers Karl, *La culpabilité allemande*. Paris, Les  ditions de minuit, 1990 (1946), 128 p.
- ⁴⁷ Jaspers Karl, *La culpabilité allemande*, Op cit.
- ⁴⁸ Reichel Peter, *Vergangenheitsbewltigung in Deutschland : die Auseinandersetzung mit der NS-Diktatur von 1945 bis heute*. München, Beck, 2001, 252 p.
- ⁴⁹ La mesure de cette « part » mériterait bien des développements. Contentons nous de remarquer qu'elle existe comme en témoigne les discours et actes officiels de quelques dirigeants de premier plan. On peut par exemple mentionner le célèbre *Kniefall* du chancelier Willy Brandt devant le mémorial du ghetto de Varsovie le 7 décembre 1970 ou encore le fameux discours du Président Richard von Weizcker du 8 mai 1985.
- ⁵⁰ Habermas Jürgen. "Epilogue", *Ecrits politiques*. Habermas Jürgen. Paris, Flammarion. 1999, pp 261-274.
- ⁵¹ « Cette identité politique 'd gris e' rompt avec l'arrière-plan d'un passé centré sur l'histoire nationale. Le contenu universaliste d'une forme de patriotisme qui se cristallise autour de l'Etat démocratique constitutionnel ne doit plus être rapport  aux continuités victorieuses; il est incompatible avec cette naturalité brute - mais au second degré - qui caractérise une conscience historique demeurant obtuse quant à la profonde ambivalence de toute tradition; quant à l'enchaînement de l'irréparable - l'aspect nocturne et barbare de toutes les conquêtes culturelles jusqu'à présent ». Habermas Jürgen. "Conscience historique et identité post-traditionnelle", *Ecrits politiques*. Habermas Jürgen. Paris, Flammarion. 1999, pp 293-317.
- ⁵² Habermas Jürgen, *Après l'Etat nation*. Paris, Fayard, 1998, 158 p.
- ⁵³ En 1951, Jose-Miguel de Azaola plaidait déjà pour une dénationalisation de la mémoire de la Résistance: « Si le mouvement de résistance contre le nazisme avait été européen plutôt que national, l'Europe serait différente aujourd'hui ». De Azaola Jose-Miguel, "Das ist eure Aufgabe!". *Dokumente, Zeitschrift für  bernationale Zusammenarbeit*. 12, 1951, pp 221-222..
- ⁵⁴ Entretien avec Bernard Henri-Lévy. In : Levy Bernard-Henri, « Allemagne: Année zéro. Les damnés et les autres » *Le Monde*. 1999, pp.
- ⁵⁵ Jaspers Karl, *La culpabilité allemande*. Op cit.
- ⁵⁶ Ces « querelles des historiens » ont porté sur plusieurs questions historiographiques sulfureuses telles que la comparabilité des régimes nazis et communistes ou l'historicisation du génocide des Juifs dans le contexte de la menace soviétique. Elles furent aussi, et ce point nous intéresse plus particulièrement, l'occasion d'une controverse sur la question de la normalisation du rapport au passé, plusieurs intellectuels, comme Michael Walzer, proposant d'en finir avec la « routine de la culpabilisation ».
- ⁵⁷ Daniel Lefeuvre, *Pour en finir avec la repentance coloniale*, Flammarion,   paraître, 2006. Et pour une histoire critique de l'esclavage et de la colonisation, le dossier consacré à cette question dans Les Cahiers d'Histoire. Revue d'histoire critique, n  89 - 4e trimestre 2002.
- ⁵⁸ Cullin Michel, "Résistance: la double mémoire." Op cit.
- ⁵⁹ Ricoeur Paul, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*. Op cit.
- ⁶⁰ Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, et al., Eds. *La juste mémoire*. Op cit.
- ⁶¹ Sur la démarche « socio-historienne », voir : Deloye Yves, *Sociologie historique du politique*. Paris, La Découverte, 1996, 125 p.
- ⁶² Rosoux Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationale*. Op cit.
- ⁶³ Payre Renaud. "Un possible non institutionnalisé. Socio-histoire de la "science communale" (1900-1950)", In : *Faire de la science politique*. Op cit.
- ⁶⁴ Wallace Helen. "The Conduct of Bilateral Relationships by Governments", *Partners and Rivals in Western Europe: Britain, France, Germany*. Adlershot, Gower Publishing Company. 1986, pp 137-155.
- ⁶⁵ Rosoux Valérie-Barbara, *Les usages de la mémoire dans les relations internationales*. Op cit.

⁶⁶ Le gouvernement français concevait plutôt la coopération avec la RFA comme un moyen au service d'une politique d'hégémonie en Europe. Voir : Delori Mathias, "La genèse de la coopération franco-allemande au début des années 1960 : l'apport de l'analyse des politiques publiques." *RFSP*. vol.56:n°3, 2006, pp 409-428.

⁶⁷ Aide mémoire remis le 29 janvier 1963 par S.E Vinogradov au Président de la République, In : Réactions étrangères au traité et Bilan coopération FA, 63-65, Archives du MAE, Europe, Allemagne, 1961-1970, 1600

⁶⁸ idem.

⁶⁹ Note de réponse du gouvernement fédéral à l'Aide mémoire remis le 29 janvier 1963 par S.E Vinogradov au Président de la République, Archives du MAE, Europe, Allemagne, 1961-1970, 1600

⁷⁰ On pense par exemple à l'association Echanges franco-allemands créée en 1959. Castellan Georges and Lenoir Roland, *France - République Démocratique Allemande. 30 ans de relations*. Paris, PUF, 1978, 240 p.

⁷¹ Bock Hans Manfred and Pfeil Ulrich. "Les acteurs culturels et la coopération franco-allemande: formes, objectifs, influences", *Le traité de l'Elysée et les relations franco-allemandes. 1945-1963-2003*. Defrance Corine and Pfeil Ulrich. Paris, CNRS Editions. 2005, pp 193-209.

⁷² Moreau Jean Charles. "Les aspects particuliers de la politique d'occupation française dans les domaines de la jeunesse et de l'éducation populaire", In : *La dénazification par les vainqueurs*. Vaillant Jérôme. Lille, Presses universitaires de Lille. 1981, pp 19-35.

⁷³ Bock Hans Manfred and Pfeil Ulrich. "Les acteurs culturels et la coopération franco-allemande », Op cit.

⁷⁴ Elle est en partie le fruit d'une entreprise de communication lancée par les acteurs eux-mêmes dans le temps de l'action (de 1945 à 1963). Au lendemain de la guerre, un climat de suspicion entourait toutes les entreprises de coopération franco-allemandes de telle sorte qu'on a eu tendance à insister sur les éléments de rupture avec la période précédente.

⁷⁵ On s'inspire ici de la démarche heuristique exposée par Christine Delory-Momberger dans : Delory-Momberger Christine, *Les histoires de vie. De l'invention de soi au projet de formation*. Paris, Anthropos, 2000, 290 p. Conformément à cette démarche, les parcours de vie de ces trois personnalités, dont on se contente ici de proposer une esquisse, ont été reconstitués à partir d'entretiens biographiques et de documents d'archives. Ces trois personnages ont aussi produit des autobiographies. Grosser Alfred, *Une vie de Français*. Paris, Flammarion, 1997, 220 p ; Hessel Stéphane, *Danse avec le siècle*. Paris, Seuil, 1997, 312 p ; Rován Joseph, *Mémoires d'un Français qui se souvient d'avoir été allemand*. Paris, Seuil, 1999, 555 p.

⁷⁶ Sur la distinction entre *Widerstand* et *Resistenz*, voir l'entretien avec Sonia Combe dans ce volume.

⁷⁷ Grosser Alfred, *Une vie de Français*. Op cit.

⁷⁸ On se contentera ici d'énumérer quelques signes de cette notoriété : Ils furent tous symboliquement nommés dans les premiers Conseil d'administration de l'Office franco-allemand pour la jeunesse, une institution qui fut jadis un symbole de la réconciliation franco-allemande. Le cas de Joseph Rován est encore le plus éloquent. Il fut décoré, en France, de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du Mérite. Il reçut en Allemagne les médailles des Ordres du Mérite fédéral allemand et bavarois, le Prix de la Tolérance de la ville de Münster, et en 2001, le Prix National Allemand (Deutscher Nationalpreis).

⁷⁹ Jasper Willi, *Hôtel Lutétia : un exil allemand à Paris*. Paris, Michalon, 1995, 403 p. Voir aussi le roman de Pierre Assouline : Assouline Pierre, *Lutetia*. Paris, Gallimard, 2005, 438 p.

⁸⁰ Olivier Abel et Sabina Loriga, In: Abel Olivier, Castelli-Gattinara Enrico, et al., Eds. *La juste mémoire. Lectures autour de Paul Ricoeur*. Genève, Labor et Fides.2006, 214 p.